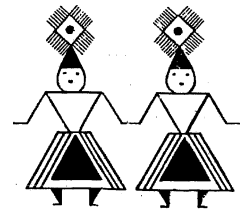




Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

BOLIVIE



D 2190 • Bo2
16-30 novembre 1997

MOTS-CLEFS

Élections
Constitution
Opinion publique
Citoyenneté
Démocratie

BÁNZER : COMMENT LA DÉMOCRATIE FAVORISE UN EX-DICTATEUR

À l'annonce de la victoire électorale de Hugo Bánzer, beaucoup se sont demandé : "Comment est-il possible qu'un ex-dictateur qui accéda au pouvoir en 1971 suite à un coup d'État et qui y demeura jusqu'en 1978, période pendant laquelle fut menée une politique de répression féroce qui fit des centaines de morts et de disparus, comment

est-il possible qu'un tel homme puisse de nouveau accéder au pouvoir et par la voie démocratique, comme ce fut le cas au mois d'août 1997, après plusieurs tentatives antérieures ? "C'est à cette question que tente de répondre l'article ci-dessous de Waldo Peña Casas, paru dans ALAI, Servicio Informativo, 30 septembre 1997.

La communauté démocratique internationale est extrêmement étonnée qu'un ex-dictateur en Bolivie soit arrivé au pouvoir par la voie électorale, les médias ayant largement diffusé la version qu'une telle chose n'était jamais arrivée, ce qui est faux. Un autre collègue militaire de Hugo Bánzer, le général René Barrientos Ortuño, était déjà passé automatiquement de dictateur à président constitutionnel, grâce aux avantages qu'offre le système démocratique à ceux qui tiennent les rênes du pouvoir. Ceci prouve que les commentateurs se trompent aussi en considérant que le résultat des urnes exprime la volonté populaire et que celle-ci est nécessairement sage et juste.

Dans le "premier monde" on aime beaucoup aller chercher, non sans prétention, des raisons ou des causes au fond de la conscience individuelle et collective des peuples pauvres et sous-développés, et dans le cas qui nous occupe, on essaye d'expliquer l'événement comme si la Bolivie était un pays européen, alors qu'on ne peut

même pas la comparer à ses propres voisins comme l'Argentine, le Chili ou l'Uruguay. La question qui dérange paraît être : pourquoi dans ce pays les victimes ont-elles voté pour leur bourreau ? Mais Aristote le disait déjà il y a longtemps : le premier pas pour trouver la vérité est d'énoncer la question appropriée, et dans ce cas l'énoncé est faux, puisqu'en réalité seul un pourcentage réduit des votes s'est exprimé en faveur du général Bánzer.

En partant de cette fausse prémisse, les analystes étrangers tombent facilement dans la confusion, alors qu'en réalité l'explication est simple : l'ex-dictateur est arrivé démocratiquement au pouvoir grâce surtout aux vices d'un système politique qui fonctionne peut-être bien sous d'autres latitudes, mais qui est aberrant dans la société bolivienne. Partout dans le monde, les institutions sociales et politiques sont un reflet et une expression du caractère national, en sorte qu'il est sensé de commencer toute analyse à partir des caractéristiques générales de l'idiosyncrasie de chaque peuple, qui donne

différents tons, saveurs et odeurs aux sentiments, aux pensées et à l'action politique. Mais, partout dans le monde aussi, le miroir le plus immédiat du caractère national est l'opinion publique, qui est en soi changeante et inconséquente.

Dans les dernières élections, un élément important s'est ajouté à l'insatisfaction généralisée envers le régime au pouvoir¹ : une opinion publique bombardée sans pitié par la propagande massive, et qui est loin d'avoir la formation, l'information et l'éducation des électeurs européens, nord-américains ou asiatiques, latino-américains compris. Dans ce pays, le suffrage universel est en vigueur, mais il y a de larges masses rurales et urbaines complètement déracinées de la vie nationale, et la classe moyenne est facile à manipuler car ses connaissances, ses habitudes de lecture et son accès à l'information sont en moyenne très

1. Il s'agissait du gouvernement du président Gonzalo Sánchez de Lozada, de centre droit qui dirigeait le pays depuis août 1993 (NdT).

inférieurs à ceux de n'importe quel autre pays.

L'éducation du peuple, fut-elle superficielle, peut plus ou moins générer un sens critique qui facilite la compréhension des grands problèmes politiques ; mais en Bolivie, les masses ont à peine un niveau rudimentaire d'alphabétisation, plus pernicieux que l'ignorance absolue. Circonstance aggravante, alors que peu de gens contribuent à faire une opinion publique changeante, tout le monde fait éventuellement partie de l'électorat. Dans ces conditions, il est inévitable qu'une démocratie électoraliste produise des gouvernants qui ne sont pas représentatifs de la volonté du peuple, mais une reproduction de ses maux.

Le président de la minorité ?

Même ainsi, seul un électorat réduit et désorienté a soutenu le général Bánzer. Voyons les faits : officiellement, on compte environ 3 500 000 citoyens et citoyennes aptes à voter ; mais 10 % ne s'inscrivent pas sur les listes, et près de 30 % de ceux qui le font ne se rendent pas aux urnes. Si nous ajoutons les votes nuls et blancs, plus de 50 % ne votent pour personne, et le gagnant obtint seulement 20,8 % de l'autre moitié. Peut-on alors parler de gouvernement représentatif ?

Mais le problème n'est pas seulement là. La loi électorale en vigueur prévoit que, si aucun des candidats n'atteint la majorité absolue, l'élection devra être faite par le Congrès entre les trois mieux placés ; autrement dit, on n'envisage pas un second tour entre les mieux placés, ce qui aurait infligé au

La Bolivie a changé de gouvernement en août. Après avoir établi le record du monde du nombre de coups d'État, elle établit un nouveau record en permettant à un dictateur latino-américain de revenir au pouvoir par les urnes. Il s'agit du général Hugo Bánzer Suarez. Celui-ci ne semble pas avoir de programme de gouvernement, mais pour le moment les choses semblent suivre leur cours sans accroc. Jusqu'à quand ? Par ailleurs pour avoir une majorité au parlement, il lui a été nécessaire de faire une alliance avec cinq autres partis politiques : "la mégacoalition". Le gouvernement précédent avait été un excellent élève du FMI etc. et avait appliqué de façon "merveilleuse" les principes du néolibéralisme. Il avait tout privatisé. Ce qui fait que je me demande avec quoi les partis au pouvoir vont bien pouvoir se remplir les poches du fait qu'il ne reste pratiquement plus rien du secteur public...

Le peuple est toujours pris dans le triangle des Bermudes que sont le narcotrafic, la corruption et la misère. Ce ne sont en fait que les effets pervers de la mondialisation de l'économie. Ce qui me fait penser à ce que je suis en train de lire à ce sujet. La mondialisation de l'économie est telle que l'on ne peut même plus s'aventurer à penser qu'il peut exister une autre façon de penser, réfléchir, construire l'avenir. Rien ni personne ne se risque à remettre en cause le marché ou la mondialisation. Au mieux on ne cherche qu'à soulager les effets du système.

François Donnat,

Lettre du 1er novembre 1997, Cochabamba

général une défaite désastreuse, car il a suscité plus de haines que de sympathies. En dernier ressort, la majorité des parlementaires élus se virent subitement devant un grave dilemme : opter pour le candidat officiel impopulaire ou pour l'ex-dictateur qui semblait repent de ses hauts faits déjà anciens et presque oubliés. À cause des vices de notre système politique, les députés et les sénateurs votèrent pour l'ex-dictateur, beaucoup contre leur volonté, certains avec amertume, et deux ou trois presque en pleurant.

Aujourd'hui, le général nie avoir été un dictateur, bien qu'il admette qu'il

fut un gouvernant obligé de fait d'utiliser la manière forte à cause de la conjoncture historique de l'époque. Il affirme avoir contribué plus que quiconque à la consolidation du système démocratique, et il se proclame fervent défenseur de la loi, de la liberté, de la justice et des droits de l'homme qu'il piétinait autrefois. Chassez le naturel, il revient au galop, disent les sceptiques.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38 rue du Doyné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50
Fax 01 45 55 28 13.